

L'ALLIANCE DU PENTAGONE AVEC LES NAZIS

## Des V2 à la Lune



À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'état-major des États-Unis met en place l'opération Paperclip à l'insu du Président Roosevelt. En quelques années, près de 1500 scientifiques nazis sont exfiltrés et recrutés pour lutter contre l'URSS communiste. Ils poursuivent notamment des recherches sur les armes chimiques, sur l'usage des psychotropes dans la torture, et sur la conquête spatiale. Loin de les affecter à des postes subalternes, le Pentagone leur confie la direction de ces programmes qu'ils marquent de leur empreinte idéologique.

page 2

### Commémoration et remise en cause à l'ONU

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Un an après l'assassinat de Sergio Vieira de Mello à Bagdad, Salim Lone révèle que le haut-représentant de l'ONU est mort alors qu'il s'apprettait à rendre publics ses désaccords avec L. Paul Bremer. Ce témoignage brise un tabou et il apparaît aujourd'hui que M. de Mello a fait les frais des affrontements à Washington. Quoi qu'il en soit, a relevé Kofi Annan, cet attentat n'a été possible que parce que l'ONU a perdu sa légitimité.

page 10

REPÈRE : 24 AOÛT 1776

### New York brûle-t-il ?

Encouragés par la chute de Boston, évacué par l'armée britannique en mars, les indépendantistes américains se révoltent à New York et lèvent des barricades. De nombreuses émeutes secouent la ville, les insignes royaux sont détruits. Les soldats de l'amiral Howe ripostent violemment et écrasent l'insurrection. New York est une base vitale pour les Anglais, elle est le point d'arrivée des renforts de troupes contre les insurgés, le point de ravitaillement et de soins des soldats et le principal dépôt d'armes britanniques. En conséquence, le 24 août 1776, le général George Washington explique au Congrès des États continentaux qu'il a réparti ses agents secrets à travers la ville, que les pompes sont sabotées et qu'il peut, si on l'autorise, détruire entièrement New York par le feu. Le Congrès refuse, mais Washington passe outre et organise, un mois plus tard, l'incendie qui détruira la moitié de la ville et forcera l'armée anglaise à se replier sur Manhattan. ■



### LES CLICHÉS SIMPLISTES DU « MONDE »

Le Monde a publié à la « une », dans son édition datée du 21 août 2004, une enquête sur « la nouvelle menace terroriste ». Selon le quotidien, les polices européennes, après avoir douté du bien-fondé des alertes anti-terroristes lancées par leurs homologues « américains », « découvrent les nouvelles formes d'Al-Qaida ». Adoptant le point de vue de certains policiers, Le Monde affirme que : « La réalité des menaces des réseaux Al-Qaida [est] confirmée par des arrestations », alors que, comme nous l'avons montré la veille dans une longue enquête, en Europe, les tribunaux ont jusqu'à présent rejeté toutes les accusations d'appartenance à Al-Qaïda des suspects qui leur ont été présentés. L'enquête de nos confrères se fonde sur un ramassis de sottises. Ainsi, Le Monde écrit : « Les services occidentaux possèdent, par exemple, des informations indiquant que des groupes d'activistes tentent d'enrôler des membres de 'type chrétien' et des femmes, moins suspects que des Arabes aux yeux de la police » (sic). Pour le journal « de référence » parisien, les Arabes ne peuvent être ni des femmes, ni des chrétiens ; et il existe un faciès chrétien. ■

## L'alliance du Pentagone avec les nazis

# Des V2 à la Lune

**À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'état-major des États-Unis met en place l'opération Paperclip à l'insu du Président Roosevelt. En quelques années, près de 1500 scientifiques nazis sont exfiltrés et recrutés pour lutter contre l'URSS communiste. Ils poursuivent notamment des recherches sur les armes chimiques, sur l'usage des psychotropes dans la torture, et sur la conquête spatiale. Loin de les affecter à des postes subalternes, le Pentagone leur confie la direction de ces programmes qu'ils marquent de leur empreinte idéologique.**



(photomontage)

La Seconde Guerre mondiale à peine terminée sur le théâtre européen, les États-Unis et l'URSS entrent en rivalité. Leur priorité devient de piller le plus rapidement l'ennemi vaincu, le IIIe Reich. Le savoir-faire technologique développé par les scientifiques allemands suscite toutes les convoitises bien qu'il soit le fruit d'une exploitation d'une main d'œuvre servile issue des camps de concentration.

Une partie de l'état-major états-unien, bouleversée par ce que découvrent ses hommes à Dachau, Auschwitz, Dora, ordonne de recueillir le plus grand nombre de preuves possible en vue d'un procès des dirigeants nazis. D'autres officiers de l'état-major considèrent au contraire que ces criminels forment un personnel irremplaçable qu'il convient de mettre au service de la puissance des États-Unis. Une opération militaire de récupération des scientifiques allemands ayant

travaillé pour le IIIe Reich est donc montée par le Pentagone. Appelée « Operation Paperclip » (*Opération Trombone*), elle est confiée à la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) [1], qui regroupe alors l'ensemble des services de renseignement militaires états-uniens. Comme l'expliquera plus tard son directeur, Bosquet Wev, « *le gouvernement se préoccupait de "bagatelles" - les dossiers des nazis - au lieu de privilégier "l'intérêt des États-Unis, et gâchait ses forces inutilement à vouloir frapper un cheval nazi mort" » [2].*

L'opération se heurte à de vives résistances à la fois chez les responsables politiques et dans l'état-major. La position du président Franklin Delano Roosevelt était claire : interrogé par William Donovan, chef de l'OSS, sur l'opportunité d'accorder des privilèges aux officiers SS et aux membres du ministère des Affaires étrangères allemand, le président des États-Unis refuse. Parmi les personnes ainsi recrutées par l'OSS, « *certaines devront peut-être carrément être jugés pour crimes de guerre ou au moins arrêtés pour avoir participé de manière active aux activités nazies* », argue-t-il. Passant outre l'ordre présidentiel, la JIOA prend la décision de falsifier les dossiers militaires des scientifiques allemands qu'elle projette d'exfiltrer aux États-Unis [3].

Les scientifiques les plus convoités dans l'immédiat sont ceux qui ont fait peser la menace la plus lourde sur le camp des Alliés, c'est-à-dire ceux chargés de la conception des redoutables missiles V2. Leur chef de file est Wernher von Braun. Agé de seulement 32 ans en 1945, il s'agit d'un des plus brillants ingénieurs de l'époque. Dès les années 1930, il travaille sous la houlette d'Hermann Oberth, père de la fusée allemande. Il rejoint la SS et le commandement personnel du chef de l'organisation, Heinrich Himmler, avant d'obtenir le grade de commandant. Pendant la guerre, il travaille au centre de Peenemünde sur le projet de fusées V2. Celles-ci sont construites à l'usine Mittelwerk, par du personnel venu du camp de concentration de Dora.



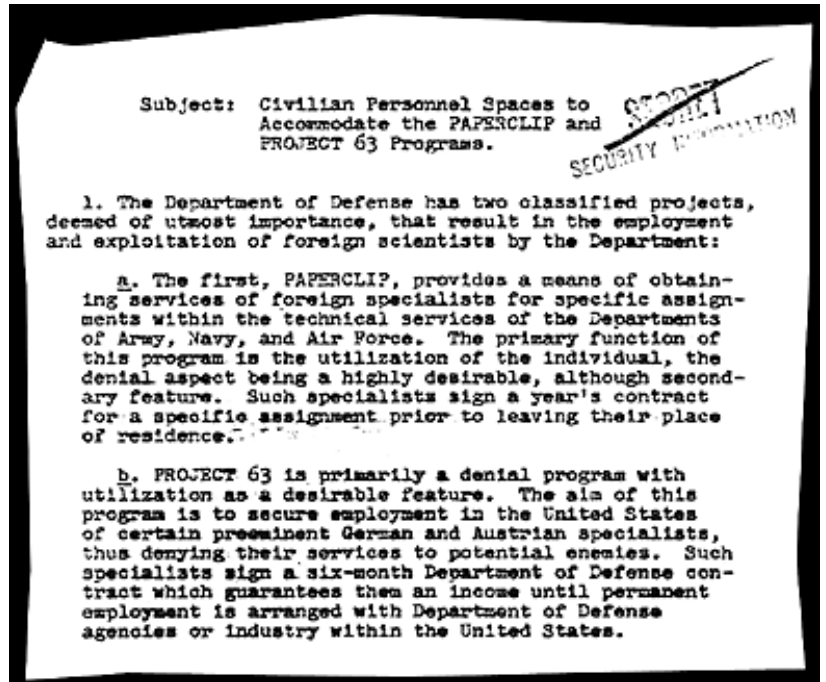
Le major SS Wernher von Braun, 1943

Présentation aux dignitaires nazis du centre de recherche de Peenemünde où fut conçue la « guerre des étoiles » et réalisés les V2. Von Braun devint ultérieurement le patron de la NASA.

Après la victoire des Alliés, il est interné un temps à Garmisch par l'équipe du colonel états-unien, Holger Toftoy, habité d'un projet fou : relancer sur la base de Fort Bliss, aux États-Unis, le programme de fusées sur lequel travaillait von Braun. Il charge d'ailleurs celui-ci de convaincre avec lui ses anciens collègues de rejoindre l'aventure. La tâche n'est pas très difficile : la plupart des scientifiques concernés risquent, s'ils restent en Europe, d'être traduits devant

un tribunal pour « complicité de crimes de guerre ». Parallèlement, un des directeurs de la JIOA, E.W. Gruhn, se charge d'établir une liste des scientifiques allemands et autrichiens les plus qualifiés pour les faire recruter par ses services. Il s'appuie pour cela sur Werner Osenberg, qui a dirigé la section scientifique de la Gestapo chargée de vérifier la fiabilité politique des savants travaillant pour le Reich. Les rapports et dossiers de la sinistre police permirent à Osenberg d'établir une liste de quinze mille noms de scientifiques, mentionnant leurs affiliations politiques et leur valeur scientifique. Ainsi que l'observe Linda Hunt, cette méthode « favorisait l'embauche de nazis convaincus » [4]

Le programme confié à von Braun n'obtient pas immédiatement les résultats attendus. En juin 1947 le premier V2 modifié est tiré depuis la rampe de lancement de White Sands Proving Ground, au Nouveau-Mexique. La fusée, assemblée à partir de pièces allemandes trouvées à Mittelwerk, s'écarte de sa trajectoire initiale pour aller s'écraser de l'autre côté de la frontière mexicaine, à moins de cinq kilomètres d'un quartier surpeuplé de la ville de Juarez. Ce qui oblige Washington à expliquer immédiatement aux Mexicains qu'il ne veut en aucun cas lancer une attaque de missiles contre leur pays.



Note déclassifiée du chef d'État Major de l'US Air Force datée du 2 juin 1953 attestant que 820 scientifiques nazis ont déjà été recrutés dans le cadre de Paperclip.

Le transfert de scientifiques aussi impliqués dans l'appareil nazi ne pouvait se passer sans encombre. Nombre d'entre eux n'ont accepté cet « exil » que sous la menace de poursuites judiciaires dans leur propre pays. Ce qui n'est pas un gage de fiabilité. Au mieux, ils considèrent collaborer avec un allié objectif dans la lutte contre l'URSS. Au pire, ils sont décidés à partager le moins possible les technologies qu'ils maîtrisent, ou bien à les vendre au plus offrant. Ces problèmes sont d'ailleurs identifiés dès le début de l'opération. Walter Jessel, lieutenant de l'armée états-unienne, a été chargé en 1945 d'évaluer la loyauté des scientifiques avant qu'ils ne quittent l'Allemagne. Son rapport, fondé sur des interrogatoires, conclue que von Braun et ses hommes cherchent à cacher leurs informations aux officiers états-uniens. Selon le militaire états-unien, leur faire

confiance serait « *une absurdité évidente* ». Après tout, les scientifiques allemands étaient, encore très récemment, dans le camp ennemi. Malgré cela, ils ne seront jamais placés sous stricte surveillance par le commandant James Hamill, pourtant directement responsable du groupe Paperclip à Fort Bliss : « *non seulement (...) les membres de Paperclip étaient autorisés à avoir largement accès aux informations secrètes, mais (...) il n'y avait ni couvre-feu, ni vérification du courrier allemand* ». De plus, « *les activités des scientifiques à l'extérieur étaient très peu contrôlées* ». Ce qui témoigne, soit d'une légèreté incroyable, soit d'une confiance aveugle ne pouvant s'expliquer par de la simple naïveté.

## Une opération d'« intérêt national »

L'opinion publique ne s'émeut pas de cette arrivée sur le territoire états-unien d'anciens scientifiques nazis. D'autant qu'elle est soigneusement désinformée sur le sujet. Fin 1946, le département de la Guerre organise même une journée porte ouverte à Wright Field afin de présenter une délégation de « *savants allemands* » à la presse. Les articles publiés à la suite de cette initiative de pure propagande passent totalement sous silence les antécédents douteux de ces ingénieurs si brillants. La doxa du Pentagone veut que tous aient été « *passés au crible* ». Le sous-secrétaire à la Guerre Patterson déclare notamment qu'« *aucun scientifique soupçonné de crimes de guerre n'a été introduit aux États-Unis* ». En réalité, d'importantes dissensions existent au sein même de la base de Wright Field, où plusieurs militaires états-uniens s'indignent de devoir travailler avec des « *criminels de guerre nazis* ». Theodor Zobel est ainsi accusé d'avoir « *effectué des expériences sur des êtres humains quand il dirigeait les souffleries de Chalais-Meudon, en France* », une information confirmée par un rapport de l'OMGUS, l'administration militaire états-unienne de Berlin. L'expert en carburant de Jet, Ernst Eckert, voit resurgir son passé d'ancien membre de la SA, puis de membre du NSDAP à partir de 1938, et de la SS en 1939. Mais la politique du Pentagone consiste à protéger au maximum ses hommes, tout en poursuivant les exfiltrations. À partir de l'été 1947, la JIOA lance une nouvelle opération intitulée « *National Interest* » (*Intérêt national*) qui lui permet de recruter toute la gamme des scientifiques nazis, même ceux condamnés pour crime de guerre. Elle leur propose de travailler pour l'armée ou pour de grandes entreprises privées, notamment Lockheed, W.R. Grace and Company, CBS Laboratories et Martin Marietta. Otto Ambros est de ceux qui bénéficièrent du programme. Directeur de l'IG Farben pendant la guerre, il participa à la décision d'utiliser le Zyklon B (produit par une filiale d'IG Farben) dans les chambres à gaz, et choisit seul le camp d'extermination d'Auschwitz pour y installer une usine. Ce qui lui permit de faire produire par une main d'œuvre en condition d'esclavage des gaz asphyxiants qu'il testait sur place sur des prisonniers, avant que leur usage ne soit généralisé à tous les camps. Déclaré coupable d'esclavage et de meurtres en série à Nuremberg, il bénéficia néanmoins de la clémence du tribunal et n'est condamné qu'à huit ans de prison. Durant sa période de détention, son nom est maintenu sur la liste d'embauche de la JIOA, qui le recrute dès sa libération prématurée par John McCloy, haut-commissaire états-unien pour l'Allemagne. Il est alors intégré en tant que « *conseiller* » dans les effectifs de W.R. Grace Company, Dow Chemical ainsi que dans ceux de l'US Army Chemical Corps.

## Objectif Lune

Malgré les difficultés rencontrées au début du programme, l'opération Paperclip tient vite ses promesses dans plusieurs domaines, où l'état-major n'hésite pas à placer « ses » scientifiques nazis à des postes clés. Le plus emblématique est celui de la conquête spatiale, où s'illustre toute l'ancienne équipe des V2, qui dirige pratiquement l'intégralité des recherches. Érigé en priorité par le président John F. Kennedy en 1961, l'envoi d'un homme sur la Lune est directement confié aux ingénieurs nazis de l'équipe de Wernher von Braun. Ce dernier devient le premier directeur du Marshall Flight Center, le centre spatial de la NASA à Huntsville. Arthur Rudolph est nommé directeur de projet pour le programme de la fusée Saturne V, celle-là même qui atteindra la Lune en 1969. Pendant la guerre, en tant que chef de la production à Mittelwerk, Rudolph était notamment chargé de fixer le nombre d'heures de travail réalisable par les prisonniers venus du camp de concentration voisin de Dora. Enfin, l'ancien membre de la SS, de la SA et de deux autres groupes nazis, Kurt Debus, devient le premier directeur du Kennedy Space Center à Cap Canaveral. La collaboration des trois hommes permet aux États-Unis de réaliser l'un des accomplissements les plus spectaculaires de son histoire puisque, le 21 juillet 1969, Neil Armstrong pose le pied sur la Lune. Un véritable couronnement pour la coopération scientifique entre le parti nazi et l'état-major états-unien.



**Hubertus Strughold**  
Scientifique nazi ayant coordonné des expériences sur la résistance au froid des déportés de Dachau. Recruté par Paperclip.

Mais ce n'est pas le seul domaine où cette coopération parvient à d'excellents résultats. Au début des années 1950, l'armée états-unienne lance un programme destiné à améliorer la connaissance de la santé des pilotes et des soins à leur prodigier en cas d'accident ou de circonstances extrêmes, tel que le parachutage en très haute altitude. Ces recherches sont centralisées à l'École de médecine aérienne de Randolph Field, au Texas, sous la direction du général Harry Armstrong. Plusieurs scientifiques nazis y travaillent à ses côtés. Le plus éminent d'entre eux est Hubertus Strughold. Celui-ci, après

avoir vécu aux États-Unis pendant l'entre-deux-guerres, devient, pendant le conflit, responsable de l'Institut de la Luftwaffe pour la médecine aérienne à Berlin. Un centre de sinistre mémoire : des scientifiques y ont mené des expérimentations particulièrement atroces sur des détenus de camps de concentration afin de vérifier la durée de résistance au gel, à l'absorption d'eau salée et au manque d'oxygène. Officiellement, Strughold n'aurait pas eu connaissance de ces expériences. Elles ont pourtant été menées par ses proches collaborateurs : Siegfried Ruff, responsable des expériences de simulation de haute altitude (qui rendaient les détenus complètement fous par manque d'oxygène) a même coécrit un livre de santé aérienne avec lui. Ruff manqua d'ailleurs lui aussi d'être recruté dans le cadre de Paperclip, après avoir été miraculeusement acquitté à Nuremberg. Aujourd'hui encore, le bâtiment de l'US Air Force à San Antonio porte le nom d'Hubertus Stronghold.

## Edgewood Arsenal : du gaz moutarde au contrôle des cerveaux

Le code de Nuremberg, destiné notamment à prévenir la réédition des horreurs nazies, ainsi que les lois régissant la zone états-unienne d'Allemagne interdisant aux Allemands de faire des recherches sur la guerre chimique, n'ont pas empêché le gouvernement des États-Unis d'utiliser les cerveaux nazis dans le cadre de Paperclip, bien au contraire.

La base militaire ultra-secrète d'Edgewood Arsenal, dans l'État du Maryland, était depuis 1922 le principal centre de recherche médicale sur la guerre chimique aux États-Unis. D'abord pour tester les gaz inventés par les Allemands pendant la guerre, et plus tard les méthodes de manipulations psychologiques, de nombreux scientifiques de l'opération Paperclip y menèrent des expériences de 1947 à 1966, souvent de manière trop empirique et en utilisant les cobayes qu'ils avaient sous la main. Ce qui n'arrangea pas l'image de Paperclip, même parmi le personnel scientifique qui y était basé en permanence. Ainsi le directeur scientifique d'Edgewood à l'époque, Dr Seymour Silver, commentait-il leurs travaux en ces termes : *« Leur appréciation générale autant en ce qui concernait le choix des sujets que sur les expériences elles-mêmes était erronée, très mauvaise »*. Or dans un domaine des gaz de combat, des gaz incapacitants et des psychotropes, de telles méthodes eurent des conséquences humaines terribles.

L'un des premiers nazis recrutés sur la base est Kurt Rahr, second couteau nazi autant inquiété en Allemagne pour des délits de droit commun que pour son soutien au IIIe Reich. Malgré un rapport défavorable le jugeant indigne de confiance et donc dangereux pour la sécurité des États-Unis, la JIOA envoie ce spécialiste de l'électronique haute fréquence à Edgewood en septembre 1947. Mais on ne lui confie pas de travaux classés secrets et il est trop modéré au goût de Hans Trurnit, autre recrue importée en 1947 de l'élite scientifique nazie cette fois, qui l'accuse d'être communiste et le fait renvoyer en Allemagne. Titulaire à l'université de Kiel de 1934 à 1940, Trurnit y a été l'adjoint du professeur Holzlöhner, qui mena, pendant la deuxième guerre mondiale, des expériences concernant le froid sur des prisonniers de Dachau.

Mais le principal atout d'Edgewood dans le cadre de Paperclip reste le chimiste Friedrich Hoffmann, lui aussi parmi les premiers arrivés sur la base. Cet ancien candidat recalé aux SA synthétisait pendant la guerre les gaz toxiques et les toxines pour le laboratoire de chimie de guerre de l'université de Würzburg et l'Institut de recherches techniques de la Luftwaffe. Arrivé aux États-Unis, il est chargé d'inventer de nouvelles tenues de protection et des antidotes contre les deux gaz les plus mortels inventés par les nazis dont dispose l'US Army, le Tabun et le Sarin, ramenés en grande quantités depuis l'Allemagne dans les arsenaux états-uniens. À l'aide des rapports sur les expériences menées dans les camps de concentration et de cobayes choisis parmi des soldats de la base, volontaires mais peu informés sur la réalité des expériences, il tente de déterminer quels effets produisent ces gaz sur l'organisme. Le protocole expérimental est sommaire : une vaste pièce est aménagée en chambre à gaz, on y place des animaux et des soldats à qui l'on demande d'ôter leur masque à gaz et de respirer des doses de poison jusqu'à ce qu'ils ne le supportent plus. Ainsi le

soldat Don Bowen raconte, après avoir vu tous les animaux de la pièce agoniser dans d'atroces souffrances : « *Mon premier réflexe fut de ne pas respirer. Et quand finalement j'ai pris une longue inspiration, le gaz me brûla le nez, la gorge et les lèvres* ». De nombreux cobayes sont ainsi hospitalisés pour divers troubles après avoir respiré de faibles doses de gaz moutarde ou Tabun.

## Le LSD, arme de guerre psychologique

En 1949, les scientifiques de Paperclip basés à Edgewood se voient confier une nouvelle mission : tester un psychotrope étonnant, qui provoque des hallucinations et des tendances au suicide chez les êtres humains. Il s'agit du LSD, découvert quelques années plus tôt par un autre Hoffmann, Albert cette fois, dans les laboratoires Sandoz de Bâle. [5]. Son utilisation devait, selon son principal promoteur L. Wilson Greene, rendre possible une guerre plus humaine. L'objectif est en effet au départ de déterminer si l'on peut avoir recours au LSD et à une soixantaine d'autres psychotropes pour mener une guerre « psychochimique » destinée à affaiblir la population et les troupes ennemies. Mais progressivement, avec la montée en puissance de la Guerre froide et la multiplication des opérations de contre-insurrection, la CIA s'accapare le projet et le focalise sur la conduite des interrogatoires et les moyens de briser la résistance psychologique de l'interrogé, de provoquer des dissociations psychologiques et des états d'amnésie [6].

Les sources d'informations de la CIA pour la guerre chimique étaient essentiellement des scientifiques allemands ayant travaillé pour l'IG Farben (la société qui produisait le gaz Zyklon B utilisé dans les camps de concentration), comme Walter Reppe, son ancien chimiste en chef, que les États-Unis tentent de récupérer en vain en 1948, alors qu'il travaille déjà pour les Britanniques. Un vaste recensement des plantes psychotropes est entrepris par Friedrich Hoffmann afin de mettre au point le « sérum de vérité » idéal.

On donne également d'importantes doses de LSD à des soldats-cobayes d'Edgewood avant de les soumettre à des interrogatoires agressifs qui provoquent chez eux des états de peur intense, voire dans certains cas des convulsions, de l'épilepsie ou des crises de paranoïa aiguës laissant de nombreuses séquelles.

Les recherches sur l'amnésie, quant à elles, aboutirent à l'utilisation du Sernyl (SNA), connu également sous le nom de PCP ou « poussière d'ange », qu'on administrait par voie orale ou en aérosol à des soldats pendant qu'ils marchaient sur une trépineuse. Accès de folie intense, amnésie totale et autres comas furent observés dans les laboratoires d'Edgewood.

Parmi les plus virulents nazis de Paperclip à avoir participé aux recherches sur la guerre chimique et psychologique, figurait également l'ancien brigadier-général Walter Schieber (employé pendant 10 ans), qui avait supervisé les usines d'armement françaises sous l'occupation, les usines allemandes employant des STO et le programme nazi de guerre chimique. Emprisonné en 1945 car suspecté de crimes de guerre, il sauve sa peau en rédigeant des rapports sur la guerre chimique pour l'US Army, en se présentant comme témoin vedette à Nuremberg pour être intégré à Paperclip en 1947.



Dans la seule période entre 1955 et 1975, sept mille soldats furent utilisés comme cobayes involontaires ; gazés, asphyxiés, drogués pour les recherches sur le contrôle du cerveau.

## Un élément d'une politique

La fin de l'aventure est piteuse. À partir du début des années 1970, les crédits militaires accordés aux programmes des scientifiques Paperclip diminuent. En 1971, des restrictions budgétaires touchent durement le programme spatial, et tout particulièrement les ingénieurs allemands. Arthur Rudolph prend sa retraite, recevant au passage la plus haute distinction de la NASA, la Distinguished Service Medal. La même année, Wernher von Braun est contraint de témoigner devant des procureurs d'Allemagne de l'Ouest chargés d'enquêter sur les crimes commis au camp de concentration de Dora. Peu après, il doit abandonner son rêve secret de devenir administrateur général de la NASA. En 1974, c'est au tour de Kurt Debus de prendre sa retraite. Dix ans plus tard, en 1984, alors que ressurgissent les accusations de crime de guerre à l'encontre d'Arthur Rudolph, ce dernier est contraint de quitter les États-Unis pour Hambourg.

Au total, les différents programmes de l'Opération Paperclip ont mobilisé près de 1500 scientifiques nazis pour lutter contre l'URSS. Ils attestent du choix de l'état-major interarmes des États-Unis de collaborer avec le parti nazi malgré le veto du président Roosevelt. Un choix ultérieurement validé par le président Truman et hissé au niveau d'une politique fédérale systématique. En effet, sous le contrôle du Conseil de sécurité nationale, des opérations similaires sont conduites parallèlement dans d'autres domaines pour récupérer et intégrer les cadres nazis ainsi que les cadres du système militaire nippon dans l'appareil de sécurité des États-Unis ou pour les employer dans des opérations secrètes à l'étranger.

---

[1] La Joint Intelligence Objectives Agency a été créée en 1945, sous la tutelle du Joint Intelligence Committee (JIC), le service de renseignement de l'état-major interarmes. Le JIC était composé du directeur des services de renseignement de l'armée, de son homologue de la Navy, du vice-directeur de Air Staff-2 et d'un représentant du Département d'État. « [Records of the Office of the Secretary of Defense \(Record Group 330\)](#), site de l'*Interagency Working Group*.

[2] « US Coverup of Nazi Scientists », par Linda Hunt, *Bulletin of the Atomic Scientists*, avril 1985, p.24.

[3] Le chef de l'état-major de l'US Army était alors Omar N. Bradley.

[4] *L'Affaire Paperclip - La récupération des scientifiques nazis par les Américains 1945-1990*, de Linda Hunt, Stock, 1995. (1ère éd. 1991).

[5] L'utilisation de la molécule qu'Albert Hoffmann avait expérimentée lui-même de manière triviale, cette fois dans le cadre des expériences d'Edgewood puis de l'opération « MK ULTRA » pour le contrôle de la contre-culture, le conduira plus tard à l'appeler son « enfant terrible ».

[6] Voir également à ce sujet « [Les manuels de torture de l'armée des États-Unis](#) », par Arthur Lopic, Voltaire, 26 mai 2004.

# Commémoration et remise en cause à l'ONU

## Analyse

Le gouvernement rwandais a créé, début août, une Commission d'enquête sur l'Opération Turquoise. À la mi-1994, la France avait déployé des troupes au Rwanda pour sécuriser les camps de réfugiés alors que le génocide se poursuivait. Or, dix ans après les faits, de nombreux témoins persistent à accuser la France d'avoir organisé l'exfiltration des assassins sous couvert d'intervention humanitaire, voire d'avoir activement participé à l'un des massacres. Ces accusations ont été notamment relancées par un livre d'un journaliste du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry. Prenant le contre-pied de son collaborateur, le quotidien français a donné il y a quelques jours la parole du général Jean-Claude Fourcade qui dirigea l'Opération Turquoise, et la donne maintenant au Premier ministre de l'époque Édouard Balladur. Selon nos informations, un accord diplomatique aurait été conclu entre les ministres français et rwandais des Affaires étrangères, Michel Barnier et Charles Murigwande, pour que la Commission d'enquête établisse une part de responsabilité française dans le génocide et mette nommément en cause le président Mitterrand et le gouvernement Balladur-Sarkozy de l'époque.

Un an après l'assassinat de Sergio Vieira de Mello à Bagdad, son ancien directeur de la communication, Salim Lone, révèle dans le *Guardian* que le haut-représentant de l'ONU est mort au moment où il s'apprêtait à rendre publics ses désaccords avec le pro-consul états-unien L. Paul Bremer. Ce témoignage, qui brise un tabou, a immédiatement été repris aussi bien par *The Age* que par le *Taipei Times*. Il apparaît aujourd'hui que M. de Mello a fait les frais de l'affrontement entre le département d'État (dont il était proche) et le Pentagone. Rares sont ceux, aujourd'hui, qui continuent à penser que l'attentat qui lui coûta la vie a été perpétré par un groupe de résistants irakiens. Quoi qu'il

en soit, a relevé Kofi Annan dans un discours prononcé lors d'une cérémonie commémorative et reproduit par *The Independent*, cet attentat n'a été possible que parce que l'ONU a perdu sa légitimité au point de devenir une cible. Il est d'usage d'expliquer cette situation par l'incapacité de faire appliquer par Israël, depuis des décennies, les diverses résolutions le concernant et par l'incapacité à empêcher l'attaque de l'Irak. Il s'agit cependant là d'une explication trop courte. On pourrait égrener la longue liste des échecs de l'ONU. Mais surtout, il ne faut pas confondre les symptômes et la maladie. L'ONU est un système de sécurité collective construit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sur le principe d'un directoire des vainqueurs et d'une assemblée des États. Or, ce directoire ne fonctionne plus parce que les États-Unis sont devenus une hyper-puissance qui n'a plus cure des autres membres du Conseil de sécurité. Les néo-conservateurs préconisent d'ailleurs de ravalier ONU au rang de simple organisme humanitaire. De son côté, Kofi Annan a tenté de développer l'organisation en la faisant financer par les multinationales dans le cadre du Programme du millénaire. Ce faisant, il a certes temporairement réglé les questions budgétaires, mais a porté un coup de plus à la légitimité politique de l'ONU.

Le professeur Shlomo Avineri observe dans le *Jerusalem Post* l'impuissance d'Hamid Karzai en Afghanistan et d'Ayad Allawi en Irak. Il en conclut que ces deux États sont ingouvernables et doivent être yougoslavisés. M. Avineri est une voix autorisée qui exprime les points de vue partagés par les gouvernements de Tel Aviv et de Washington. Il teste ici les réactions au plan de morcellement de l'ensemble du « Grand Moyen-Orient ».

De son côté, le professeur Efraim Inbar du Centre d'études stratégiques Bégin-Sadate préconise froidement dans le même quotidien de laisser mourir les 1500 prisonniers palestiniens actuellement en grève de la faim. Selon lui, ces prisonniers sont des « terroristes » et l'on ne peut espérer d'eux qu'ils changent. Leur mort sera donc un soulagement. L'exemple de lady Thatcher laissant agoniser des grévistes de la faim irlandais montre que la fermeté à l'égard de quelques-uns est dissuasive pour beaucoup, poursuit-il.

Ancien conseiller du parti démocrate, Philip James note dans le *Guardian* que la polémique sur le référendum révocatoire au Venezuela est alimentée par les soupçons qui entourent l'usage de machines à voter. Ce système est opaque en lui-même et ne peut être utilisé dans des situations d'affrontement. Il est donc dangereux d'y recourir lors de la prochaine élection présidentielle états-unienne. Observons que le raisonnement de M. James est d'autant plus pertinent que, contrairement à ce qu'il croit, le Venezuela a pratiqué un double vote manuel et électronique, tandis que certains États états-uniens pratiqueront exclusivement un vote électronique.

Enfin, deux chercheurs de l'université de Stanford, David G. Victor et Joshua C. House, estiment que les présidents successifs ont utilisé leur autorité pour faire monter ou baisser artificiellement le prix du pétrole aux États-Unis en fonction de leurs intérêts électoraux. Ils proposent donc, dans le *Los Angeles Times*, de « dépolitiser » la gestion des stocks pétroliers stratégiques US en la confiant à une organisation indépendante sur le modèle de la Réserve fédérale.

**Réseau Voltaire**

## Édouard Balladur



Ancien Premier ministre français (1993-1995) et candidat à l'élection présidentielle de 1995, Édouard Balladur est député et président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

### « L'opération turquoise : courage et dignité »

Source : Le Figaro

Référence : « L'opération turquoise : courage et dignité », par Édouard Balladur, *Le Figaro*, 23 août 2004.

Dix ans après le génocide qui s'est déroulé au Rwanda et au cours duquel des centaines de milliers de Tutsis et Hutus modérés ont été méthodiquement massacrés par les milices extrémistes hutues, la France continue, aux yeux de certains, de faire figure d'accusée. Elle est pourtant la seule grande puissance qui a décidé d'agir et il me paraît utile de rappeler les faits.

Alors Premier ministre, j'avais défendu l'envoi au Rwanda, avec l'accord du Conseil de sécurité, d'une force internationale à vocation strictement humanitaire. Quand les massacres ont commencé, la nuit du 6 avril 1994 après la destruction en vol de l'avion du président Habyarimana, la France ne comptait qu'une trentaine d'hommes dans le pays. Le lendemain, dix Casques bleus belges sont assassinés et le Conseil de sécurité décidera, le 21 avril, le retrait des 2 500 soldats de la Minuar. Parallèlement, les forces françaises dans le cadre de l'opération Amaryllis évacuent entre le 8 et le 14 avril. Dès le 8 avril, la France décide un embargo sur les armes à destination du Rwanda, déjà limitée depuis 1993. Première à décréter l'embargo sur les armes, la France sera également le premier pays à utiliser le terme de « génocide » pour qualifier la tragédie rwandaise après que le pape Jean-Paul II l'eut utilisé lors d'une audience, le 27 avril 1994.

Avec mon accord, Alain Juppé dénoncera le génocide à l'issue du Conseil des ministres de l'Union européenne, le 15 mai 1994, puis à l'Assemblée nationale, le 18 mai. L'ONU n'utilisera ce terme par la voix de son secrétaire général que le 31 mai. La France fera alors campagne à l'ONU pour un renforcement massif de la Minuar, mais Paris ne sera pas suivi et l'ONU sera lente à envoyer plus de troupes alors que les massacres se poursuivent. La France a décidé d'envoyer des troupes pour faire cesser la guerre entre les forces gouvernementales et les rebelles du FPR (front patriotique rwandais), mais aussi de faire cesser les massacres entre les Rwandais eux-mêmes. Pour parvenir à cet objectif, quelle devait être la nature de l'intervention internationale ? J'ai rejeté une intervention militaire qui nous aurait placés en position de puissance coloniale soutenant le gouvernement hutu. J'ai défendu le principe de l'envoi d'une force à vocation strictement humanitaire, destinée à mettre à l'abri les malades, les enfants et les populations civiles terrorisées. J'ai posé comme condition à cette intervention que l'opération Turquoise devait obtenir l'accord des Nations unies, être limitée dans le temps, bénéficier du soutien d'autres contingents ainsi que de la possibilité de s'implanter en territoire zaïrois.

L'opération Turquoise s'est déroulée en plusieurs phases : une première phase opérationnelle (22 juin-4 juillet 1994) pour sécuriser des camps de réfugiés

tutsis et hutus le long de la frontière rwando-zaïroise puis, à partir du 4 juillet, la création d'une zone humanitaire sûre pour faciliter l'accès des secours humanitaires. Pendant ce temps, les troupes du FPR continuaient leur avancée, provoquant l'exode d'un million de Hutus terrorisés vers Goma. Dans ce camp, la France a dû circonscrire une épidémie de choléra qui fera 50 000 morts, mais la catastrophe humanitaire à grande échelle est évitée. La France a tenu parole et le 21 août 1994, elle passe la relève aux soldats de la Minuar.

Dire que l'opération Turquoise, sous couvert d'un dispositif humanitaire, était destinée à permettre à des criminels de fuir leur pays est une ignominie.

## Salim Lone



Salim Lone, qui a dernièrement quitté l'ONU, était directeur de la communication et porte parole de l'ONU à Bagdad.

### « J'ai survécu pour raconter cette histoire »

Source : The Guardian

, The Age

, Taipei Times

Référence : « I lived to tell the tale », par Salim Lone, *The Guardian*, 19 août 2004.

« Can the UN survive Bush's onslaught ? », *The Age*, 23 août 2004.

« UN's failure is America's fault », *Taipei Times*, 24 août 2004.

Même avant qu'une horrible bombe tue 22 de mes collègues à Bagdad l'année dernière, la position de l'ONU était devenue marginale en Irak. Ce pays est devenu le centre de la guerre au terrorisme et de la guerre entre deux civilisations.

Le matin de l'explosion, les directeurs de la communication de l'ONU mettaient au point un plan pour contrer l'image de plus en plus forte d'une ONU supplétive des États-Unis. Pourtant, la vérité était tout le contraire et la mission de l'ONU prenait fortement ses distances vis-à-vis des États-Unis. Sergio Vieira de Mello n'avait presque plus de rapports avec L. Paul Bremer et le point critique fut atteint quand les États-Unis bloquèrent la création d'une véritable mission de l'ONU en Irak. Les États-Unis voulaient une ONU leur servant de facteur de légitimation, pas d'un partenaire. Sergio essayait cependant de tirer le maximum de ce qu'il appelait « l'ambiguïté constructive » de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU d'après-guerre, une résolution qui a causé la mort de l'ONU en Irak. Après s'être courageusement opposé à la guerre, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de donner une prime au vainqueur. Le texte de la résolution a rendu furieuse une population déjà scandalisée par la différence de traitement entre l'Irak et Israël en matière de non-respect des résolutions de l'ONU. Les membres de l'ONU en Irak avaient pour mission de ne pas critiquer ouvertement la puissance occupante mais, agacé, Sergio était en train de briser le protocole.

Le 19 août 2003 est un moment clé dans l'histoire de l'ONU, pas à cause de l'explosion, mais à cause de l'absence de réaction des Arabes et des musulmans. À force d'obéir aux diktats des États-Unis, l'ONU s'est délégitimée et est devenue une cible. Cela ne changera pas tant que les États-Unis ne reconnaîtront pas qu'ils ont besoin des Nations Unies.

## Kofi Annan



Kofi Annan est secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU).

### « L'ONU elle-même est désormais une cible pour la violence politique »

Source : The Independent

Référence : « The UN itself is now a target of political violence », par Kofi Annan, *The Independent*, 20 août 2004. Ce texte est extrait d'un discours prononcé au secrétariat général de l'ONU en Europe à Genève à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Sergio Vieira de Mello.

Il y a un an, à Bagdad s'est déroulé une tragédie pour tous ceux d'entre nous qui ont perdu un ami, un proche ou un collègue dans l'attaque contre les locaux de l'ONU à Bagdad. Nous ne sommes pas étrangers à la violence et à l'intimidation, mais l'attaque contre le Canal Hôtel a été un coup unique porté contre notre organisation. Il nous a montré le danger sous une forme nouvelle et plus intimidante. En effet, cela nous a montré que nous n'étions plus en danger parce que nous nous trouvions dans des endroits dangereux, mais parce que nous devenions une cible par nous-mêmes.

L'année passée a été difficile pour nous tous, mais pour moi elle a été un moment d'introspection. Une guerre qui, je crois, aurait pu être évitée a eu lieu et j'ai perdu 22 amis. Je ne les oublierai pas et vous n'imaginez pas l'impact que leur perte a eu sur moi.

## Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les

### « La partition est dure à faire »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Breaking up is hard to do », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 23 août 2004.

En deux guerres, les États-Unis ont mis fin à deux régimes oppressifs en Afghanistan et en Irak, mais leurs efforts pour stabiliser ces pays semblent devoir échouer. Il n'y a malheureusement pas de raccourci vers la démocratie et ce qui a pris des siècles en Europe occidentale ne peut pas naître en quelques mois sous occupation étrangère. Plus que la démocratie, de sérieux doutes naissent désormais concernant la possibilité de construire un pouvoir central dans ces pays car ni Hamid Karzaï ni Ayad Allawi ne les contrôlent. Cela est dû à l'histoire de ces pays, un domaine dans lequel les planificateurs de Washington sont largement ignorants. Ces deux pays ne sont pas des États-nations au sens moderne et ils ne tiennent que par un réseau de solidarité tribal et /ou de répression brutale. L'Afghanistan est née d'un accord entre Britanniques et Russes au XIXième siècle et il n'y a pas de langue afghane. Les

processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

tentatives communiste et talibane pour unifier le pays ont échoué et aujourd'hui Karzaï ne contrôle que Kaboul, de larges part du pays restant aux mains de seigneurs de guerre qui s'appuient sur des bases ethniques. La situation en Irak est analogue et Kurdes, sunnites et chiïtes ne peuvent plus vivre ensemble. Comme on l'a vu avec la Yougoslavie et l'URSS, il ne faut pas s'acharner à vouloir à tout prix conserver uni des pays qui ne fonctionnent plus.

## Efraim Inbar



Efraim Inbar est professeur de sciences politiques à la Bar-Ilan University. Il est directeur du Begin-Sadat Center for Strategic Studies.

### « Laissez-les mourir de faim »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Let them starve », par Efraim Inbar, *Jerusalem Post*, 22 août 2004.

La semaine dernière, les prisonniers palestiniens ont entamé une grève de la faim dans les prisons israéliennes. Le service des prisons d'Israël a dû mettre 1500 terroristes potentielles sous assistance médicale et les services sanitaires ont pour ordre de les forcer à manger si leur état venait à se détériorer trop gravement. Cette décision bureaucratique va à l'encontre de la réaction initiale du ministre de la Sécurité intérieure Tzahi Hanegbi : « laissez-les mourir de faim ». Il a raison.

Le terme de « prisonnier de sécurité » qui les désigne est l'euphémisme pour nommer des meurtriers motivés par l'idéologie et dont l'emprisonnement vise à diminuer les dégâts potentiels pour Israël. Personne ne pense sérieusement qu'ils se repentiront un jour et les passages dans les prisons israéliennes sont même souvent des périodes d'endoctrinement. La plupart de ceux qui sont libérés sont ré-emprisonnés plus tard pour meurtre. Pourquoi les empêcher de mourir ? Empêcher qu'ils commettent des attentats-suicide facilitera au contraire la résolution du conflit israélo-palestinien.

Israël est certes responsable de leur santé, mais s'ils ne veulent pas se soigner et qu'ils utilisent leur santé comme une arme contre les juifs, Israël n'a pas d'obligation morale à les empêcher de mourir. Au contraire, si on ne les empêche pas de faire leur grève de la faim, beaucoup iront moins loin que s'ils pensent qu'ils seront soignés. En refusant de céder dans un cas similaire, Thatcher était parvenue à entamer un processus qui a conduit les républicains irlandais à la table des négociations. Israël doit rester ferme.

## Philip James

Philip James est ancien stratège électoral du parti démocrate états-unien.

### « La démocratie en danger »

Source : The Guardian

Référence : « Democracy in distress », par Philip James, *The Guardian*, 20 août 2004.

Le récent référendum au Venezuela a donné un aperçu de ce à quoi nous pourrions être confrontés aux États-Unis en novembre prochaine : une élection remise en cause par beaucoup d'électeurs y ayant participé. Le résultat du référendum vénézuélien est mis en doute en dépit de la présence d'observateur internationaux en raison du mode de scrutin : l'emploi de machines électroniques avec écran digital.

L'équipement utilisé au Venezuela édite un reçu qui peut être recompté par la suite, mais l'opposition vénézuélienne remet le système en cause et affirme qu'il a été programmé pour ne pas dépasser un certain nombre de « oui ». Cela souligne qu'un système démocratique ne peut vraiment fonctionner que quand les citoyens croient en sa validité. Or, cette confiance s'est peut-être brisée aux États-Unis depuis la dernière élection présidentielle. La source de cette crise est, comme au Venezuela, la technologie utilisée pour le vote. En Floride, en novembre, les machines utilisées n'émettront même pas de bulletin de vérification et donc aucun moyen de vérifier les résultats alors que cet État a déjà connu une grave défaillance du système de vote électronique au moment des primaires démocrates pour le poste de gouverneur. Cela n'a pas prêté à conséquence car l'élection n'était pas serrée, mais imaginez ce qui se passerait si cela advenait lors d'une élection présidentielle serrée.

Cet incident aurait dû pousser à mettre au point un système de vérification, mais **Jeb Bush** a refusé en rappelant sa confiance dans le système de vote électronique. Il est bien le seul. Le problème se retrouve dans d'autres États. Le vote électronique est un problème, mais il n'est soumis à aucune réglementation fédérale, chaque État fait comme il le souhaite. En Californie, où personne ne pense que le vote sera serré, on a rétabli le système de vérification, mais pas en Floride.



David G. Victor, Joshua C. House



David G. Victor est chercheur au Council on Foreign Relations et directeur du programme sur l'énergie et le développement durable à l'université de Stanford.

Joshua C. House est membre du programme sur l'énergie et le développement durable à l'université de Stanford.

## « Les politiques minent la réserve pétrolière »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Politics Dog the Oil Reserve », par David G. Victor et Joshua C. House, *Los Angeles Times*, 22 août 2004.

Avec un baril de pétrole à 50 dollars, que se passerait-il si les marchés explosaient ? Depuis la fin des années 70, la réponse de Washington aux augmentations de prix a été de mettre sur le marché une part de sa réserve fédérale de pétrole qui contient 666 millions de barils, soit 65 jours d'importation pour une valeur de 30 milliards de dollars. L'Inde et la Chine ont également commencé à se constituer des réserves.

Via l'Agence internationale de l'énergie, les différents importateurs majeurs de pétrole coordonnent leurs stocks. Malheureusement, ces réserves sont devenues un outil politique aux États-Unis et dans les démocraties. En juillet 2000, **Bill Clinton** avait ordonné une mise sur le marché d'une partie des réserves pour aider Al Gore à gagner l'élection présidentielle. En 1996, le Congrès avait demandé une mise sur le marché pour lutter contre les déficits publics.

L'incertitude sur les productions russe et irakienne et les menaces d'attentat augurent de scénarii inquiétants, mais un nuage de suspicion politique pèsera sur chaque décision concernant la politique pétrolière. Si W. Bush utilise les réserves, on l'accusera de vouloir assurer sa réélection, s'il ne le fait pas pour garder des réserves en cas d'interruption de l'approvisionnement, on l'accusera de vouloir faire monter les prix pour ses amis des marchés pétroliers.

Il faudrait donc dépolitiser cette question en déterminant les prix à partir desquels les réserves sont utilisées ou mieux encore en confiant la gestion de la réserve à une organisation indépendante construite sur le modèle de la Réserve fédérale. Il faudrait également que l'Agence internationale de l'énergie devienne l'équivalent d'un forum des banques centrales du pétrole. Ces organisations fixeraient la taille de la réserve dans chaque pays.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paielement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .